



Munich Personal RePEc Archive

Consequences of Corruption : Empirical survey

Kodila Tedika, Oasis

Université of Kinshasa

21 September 2012

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/41482/>
MPRA Paper No. 41482, posted 29 Oct 2012 14:20 UTC

CONSEQUENCES DE LA CORRUPTION : PANORAMA EMPIRIQUE

(Premier draft)

Oasis Kodila Tedika¹

Résumé

Cet article propose d'actualiser la synthèse de la littérature empirique sur la corruption. En effet, la littérature sur l'économie de la corruption s'est fortement développée ces dernières années tant du point de vue théorique qu'empirique. Dans cet article, nous nous focalisons sur les conséquences de la corruption.

Mots-clés : corruption, institutions.

Abstract

CONSEQUENCES OF THE CORRUPTION: EMPIRICAL SURVEY

This article suggests updating the synthesis of the empirical literature on the corruption. Indeed, the literature on the economy of the corruption strongly developed these last years so much point of view theoretical as empirical. In this article, we focus on the consequences of the corruption.

Keywords: corruption, institutions.

JEL Code : D02, D73,

Certains auteurs font remonter la naissance de l'économie de la corruption² à Rose-Ackerman [1975]. Ce qui reste discutable dans la mesure où un des papiers les plus cités sur cette littérature est l'article de Nathan Leff [1964]. Peu importe, depuis, l'économie de la corruption s'est fortement développé d'un point de vue théorique [i.e. Bardhan, 1997 ; Jain, 2001 ; Aidt, 2003]. Il fallait cependant attendre Mauro [1995] pour que la littérature empirique sur le sujet puisse se développer considérablement [Lambsdorff, 2006 ; Seldadyo et de Haan, 2006].

Aujourd'hui, la corruption constitue un des sujets le plus discuté tant dans les milieux universitaires que dans le monde politique, en passant par l'homme ordinaire. L'intérêt³ qu'elle revêt maintenant peut être facilement observé à partir de l'engouement que suscite, à titre illustratif, le CPI de *Transparency International* (TI), à chaque fois qu'il est publié. Il existe aujourd'hui plus de dix d'indicateurs différents mesurant la corruption⁴. Du point de vue universitaire, l'existence de *International Handbook on The Economics of Corruption* atteste de la

¹ Economiste à l'Université de Kinshasa, chercheur à l'*Institute of African Economics* et analyste au sein du Projet UnMondeLibre. Correspondances : oasiskodila@yahoo.fr.

² Cf. Goudie et Stasavage (1998) pour une présentation étendue et intéressante sur les définitions du concept corruption. Mais dans les institutions internationales comme ONU, la corruption est comprise dans son acception la plus large : prévarication, concussion, frais administratifs et commerciaux exceptionnels, prise illégale d'intérêt, trafic d'influence, blanchiment, pot-de-vin, etc.

³ Tanzi (1998) présente les raisons de cet intérêt.

⁴ En voici quelques uns : Business International Corruption Index ; Indice de corruption de PRS ; Indice de German Business ; Indice de WEF ; Bribe Payers Index et CPI de TI ; Indice de Mocan ; Indice de Hall et Yogo ; Indice de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi ; Indice de Political and Economic Risk Consultancy ; Indice de Goel et Nelson ; Indice de Fisman et Gatti ; Transparency, Accountability and Corruption in Public Sector ; Accountability, Transparency and Corruption in Rural Areas ; Prosecution Abuse of Office, etc.

maturité de l'économie de la corruption.

L'intérêt de cette énième revue tient à plusieurs raisons. La première est toute simple : la plupart des revues de littérature existant ont mélangé les théories et les évidences empiriques. Ce qui étouffe l'expression des faits empiriques, dans une certaine mesure. La deuxième raison est la floraison d'articles annuellement publiés en économie de la corruption. Il devient impérieux de faire le point de temps en temps. Et la dernière justification, et la moindre sans doute, est l'usage de la langue française. A notre connaissance, rarissimes sont les revues de la littérature en français sur la corruption. On peut citer Cartier-Bresson [1992], Jacquemet [2006].

Cette synthèse de la littérature empirique se propose de présenter, dans une première partie, les résultats des travaux concernant les conséquences de la corruption du point de vue économique. La seconde section se penchera sur ses incidences du point de vue socio-économique. Les éléments qui ne pourront pas se retrouver dans les premières sections sont abordés dans la section troisième. Enfin, une conclusion est suggérée.

1. CONSEQUENCES ECONOMIQUES

1.1 Croissance et Investissement

Dans son étude pionnière, Mauro [1995] met à jour une relation: l'investissement privé et la croissance d'un pays sont négativement corrélés avec son niveau de corruption. Brunetti et *al.* [1998], Li et *al.* [2000], Abed et Davoodi [2000] trouvent aucun résultat significatif entre les deux variables. Pour les derniers auteurs, ce résultat n'apparaît qu'à l'inclusion de l'indice du succès des réformes structurelles pour 25 pays en transition. Il existerait même des effets marginaux positifs de la corruption. Mais cela n'est possible que dans des pays à forte déficience institutionnelle [Houston, 2007 ; Aidt et *al.*, 2008 ; Aidt, 2009 ; Méon et Weill, 2010]. us Swaleheen et Stansel [2007] trouvent des résultats peu courants : si les agents économiques ont un éventail de choix élargi, ce qui est possible dans le cas de liberté économique, la corruption aiderait la croissance en fournissant un moyen de contourner les contrôles/réglementations publics. La corruption baisse la croissance quand les individus ont moins de choix, c'est-à-dire là où la liberté économique est faible.

Pour Mauro [1997] et Paldam [2002], la relation entre la corruption et la croissance économique via l'investissement est significativement faible, parfois fragile. Akai et *al.* [2005] trouvent un effet insignifiant à court-terme. C'est plutôt à moyen et long terme que la corruption nuit à la croissance. Akçay [2006] trouve que la corruption constitue un problème pour le développement humain. Pour Abdiweli et Isse [2003], la corruption a une puissance explicative substantielle sur la croissance économique, et pas l'inverse. Cet effet passerait aussi via l'investissement. Guetat [2006] et Gymiah-Brempong [2002] confirme l'impact négatif, respectivement pour le cas des pays de MENA et en Afrique. Gyimah-Brempong et *al.* [2006] obtiennent le résultat suivant : une diminution de 10% de la corruption augmente le taux de croissance du revenu d'environ 1,7% dans l'OCDE et les pays asiatiques, 2,6% dans les pays d'Amérique latine et de 2,8% dans les pays africains. Les résultats sont robustes à plusieurs spécifications. Anoruo et Braha [2005] trouvent que la corruption freine la croissance économique africaine directement en abaissant la productivité de 0,87% et indirectement par l'investissement (baisse de 4,69%). Leurs résultats restent robustes même après changement d'approche économétrique. Pour Tanzi et Davoodi [1997], la corruption conduit à des faibles niveaux de croissance et de productivité, et cela via

plusieurs canaux. 81% des effets de la corruption sur la croissance passeraient par ses canaux [Pellegrini et Gerlagh, 2004].

Mo [2001] souligne un impact significatif de la corruption sur la croissance. En modifiant sa régression avec l'inclusion successive d'autres variables (stabilité politique, capital humain et investissement), la relation disparaît. Mo résout le problème en estimant que l'effet est indirect : plus de la moitié de l'impact de la corruption passe via son effet sur la stabilité politique, plus de 20 % par l'investissement et 15 % par son impact défavorable sur la formation de capital humain. Le reste de l'incidence est directe. Dzhumashev [2009] se pose la question si finalement il y aurait un effet direct de la corruption sur la croissance. En recourant notamment au GMM, il conclut à la présence réelle de l'effet direct. Mais il ne faudrait pas négliger les effets indirects et les interactions. Ce dernier élément étant omis dans plusieurs études. Utilisant la méta-analyse, Ugur et Dasgupta [2011] confirment l'effet négatif de la corruption sur la croissance économique. Ils reconnaissent néanmoins que les effets indirects nuisibles l'emportent sur le direct.

Par ailleurs, d'autres études se sont focalisées seulement sur le lien corruption et investissement. Mauro [1997], Brunetti et *al.* [1998] fournissent l'évidence d'un effet négatif statistiquement significatif de la corruption sur l'investissement/PIB. Everhart et *al.* [2009], ayant recouru aux données de *International Finance Corporation* afin de contourner le biais qui pourrait résulter de l'usage des comptes nationaux, valident l'impact négatif de la corruption sur l'accumulation du capital privé. Parce que la corruption se manifeste aussi par un opportunisme important, elle affecte ainsi l'investissement [Campos et *al.*, 1999]. Ces derniers insistent également sur l'effet néfaste d'une corruption imprévisible. L'investisseur se comportant différemment selon qu'il est en face d'une corruption imprévisible ou prévisible. Asiedu et Freeman [2009] considèrent le comportement de la croissance des investissements des entreprises par rapport à la corruption, notamment. L'effet de la corruption sur les investissements varie considérablement selon les régions. Pour les pays en transition, la corruption est le déterminant le plus important de l'investissement. Dans le MENA, des décisions de faible investissement sont tributaires à la mauvaise gouvernance [Aysan et *al.*, 2007]. Evidemment, la corruption y est pour quelque.

Balioune-Lutz et Ndikumana [2007] suggèrent un effet négatif et significatif de la corruption sur l'investissement intérieur. En effet, leurs résultats indiquent plutôt un effet positif de la corruption sur l'investissement public alors qu'elle a un effet négatif sur l'investissement privé. L'association positive fait suite aux comportements des bureaucrates corrompus qui augmentent les dépenses en capital (plus de dépenses d'entretien) pour maximiser les *rent-seeking*. Le découragement de l'investissement privé s'explique par le fait que la corruption augmente les coûts de faire des affaires tout en augmentant l'incertitude sur les rendements attendus du capital. En conséquence, la corruption sape la croissance.

1.2 Flux de capitaux

A propos des Investissements Directs Etrangers, Lambsdorff et Cornelius [2000] mettent en exergue l'effet défavorable de la corruption sur cette variable dans les pays africains. En centrant son étude sur les flux bilatéraux, Wei [2000] arrive à démontrer l'impact négatif de la corruption sur les IDE. Les investisseurs internationaux devraient faire avec la « taxe corruption ». Ces derniers seraient, à en croire Habib et Zurawicki [2001 ; 2002 ; 2005], plus sensibles que les investisseurs locaux. De ce fait, la corruption réduit plus l'investissement des investisseurs externes que celui des investisseurs locaux. Egalement, ils mettent en avant le fait que des

investisseurs ressortissant des pays à niveau de corruption important sont moins mal à l'aise dans des pays corrompus que leurs concurrents.

La corruption dissuade l'entrée des crédits bancaires. Ainsi, la composition de flux de capitaux serait autant déformée par la corruption qu'étaient les recettes publiques. Ce sont les conclusions empiriques de Wei [2000b] et, Wei et Wu [2001]. Ahlin et Pang [2008] étudient une relation non exploitée réellement jusque là : l'interaction entre corruption et développement financier. Les auteurs valident leur hypothèse de substitutivité entre les deux variables. Selon les auteurs, la corruption augmente le besoin de liquidités.

L'originalité de l'étude d'Asiedu [2006] tient au fait que la relation entre les IDE et les caractéristiques du pays n'a pas été étudiée jusqu'à son travail. Son principal résultat est que les ressources naturelles et les grands marchés attirent les IDE. Cependant, une faible inflation, des bonnes infrastructures, une population instruite, une ouverture aux IDE, un niveau de corruption faible, une stabilité politique et un système juridique fiable ont également un effet similaire. Une spécification de référence montre que si le Nigeria ramène le niveau de sa corruption à celui de l'Afrique du Sud, cela aura le même effet positif sur l'IDE que l'augmentation de la part des combustibles et des minéraux dans les exportations totales d'environ 35 pour cent. Dit autrement, les pays dépourvus en ressources naturelles peuvent attirer des IDE en améliorant leurs institutions et l'environnement politique. On aura compris que la corruption est un frein à l'afflux de capitaux, surtout dans les petits pays.

1.3 Etat et biens publics

Tanzi et Davoodi [1997] ont cherché à déceler l'incidence empirique de la corruption sur la qualité des investissements publics. Du fait de la corruption, l'Etat ne sait pas proposer des infrastructures publiques de bonne qualité et leur maintenance est compromise. Haque et Kneller [2008] pensent que non seulement la corruption augmente l'investissement public, mais elle en réduit également son rendement et la rend inefficace à stimuler la croissance économique.

Les recettes publiques sont notamment réduites à cause de la corruption [Tanzi et Davoodi, 1997]. A propos, Friedman *et al.* [2000] rapportent le même résultat. Ghura [1998] avait trouvé le même effet négatif de la corruption sur la fiscalité. Ses résultats étant basés sur les pays africains, Attila *et al.* [2009] pensent qu'ils souffrent d'un biais de sélection.

Voulant résoudre les problèmes techniques (faible contrôle de l'hétérogénéité des variables, effet de substitution entre certaines composantes des ressources publiques, etc.) relatifs aux études jusqu'ici traitant des recettes publiques et de la corruption, Attila *et al.* [2009] confirment d'abord l'effet négatif de la corruption sur le niveau de prélèvement public. Ensuite, ils soulignent le fait que les différentes composantes des ressources publiques ne seraient pas affectées de la même manière : la corruption déforme la structure des recettes fiscales au profit des droits de douane. Enfin, l'importance du civisme fiscal en tant que canal de transmission de la corruption sur le niveau du prélèvement public est consolidée.

Mauro [1998], en étudiant la composition de la dépense gouvernementale, trouve que la corruption réduit vraisemblablement celle de l'éducation. Cet effet est robuste. En utilisant un système d'équations, de la Croix et Delavallade [2007] trouvent que les dépenses en éducation et en santé sont plus réduites par la corruption que les dépenses en capital physique, en particulier si le pouvoir est concentré. Ce résultat est interprété comme ceux-ci : il y a distorsion de

l'investissement public en faveur de certains types de dépenses pour lesquels la *rent-seeking* est plus aisée et plus facilement dissimulée.

Cette déformation de la structure des dépenses publiques est également étudiée par Gupta et *al.* [2001]. Ils ont entrepris une étude qui lie de manière robuste la corruption aux dépenses militaires de l'Etat. La corruption augmente les dépenses militaires mais aussi le recrutement des soldats. A cette liste, Delavallade [2006] ajoute la hausse des dépenses d'ordre et services publics, d'énergie, et de culture par rapport aux dépenses d'éducation et de santé.

Blackburn et *al.* [2008] fournissent des résultats robustes qui permettent de soutenir que la corruption prend la forme d'un détournement de fonds publics, dont l'effet est d'augmenter la dépendance du gouvernement, à l'égard du seigneurage. Cela conduit à une augmentation de l'inflation qui, à son tour, réduit l'accumulation de capital et la croissance.

2. CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES

2.1 Inégalité et pauvreté

Gupta et *al.* [2002] trouvent que plus la corruption augmente moins l'économie est égalitaire. L'inégalité étant captée par l'indice de Gini. Leurs résultats sont solides. Recourant à la variable instrumentale pour se fixer sur le sens de la causalité, ils confirment réellement que la corruption accroît l'inégalité de revenu, de l'éducation mais aussi dans la distribution de terre. Ce qui n'améliore guère la situation des pauvres.

Gymiah-Brempong [2002] trouve la même conclusion pour les pays africains. Li et *al.* [2000] apportent encore une mauvaise nouvelle pour les pauvres : l'effet est d'autant plus fort que le niveau de la corruption est très élevé. En outre, la croissance de la corruption a une incidence négative sur la croissance du revenu de 20% des personnes les plus pauvres, concluent Gupta, Davoodi et Alonso-Terme [2002].

Dincer et Gunalp [2008] ont analysé l'impact de la corruption sur l'inégalité de revenu et de la pauvreté aux Etats-Unis. Les analyses sont en séries chronologiques et en coupe. Leurs résultats robustes montrent que l'augmentation de la corruption conduit à plus d'inégalité et de pauvreté. Gyimah-Brempong et *al.* [2006] concluent avec robustesse qu'une diminution d'un écart-type de la corruption réduit respectivement le coefficient de Gini de la distribution des revenus de 0,05 points, 0,14 points, 0,25 points et 0,33 points dans l'OCDE, en Asie, en Afrique, et les pays d'Amérique latine.

Swamy et *al.* [2001] ne négligent en revanche pas la possibilité d'une inégalité qui accroît la corruption. You et Khagram [2005] apportent un appui considérable à cette thèse. Leur explication : parce que les pauvres ne peuvent nullement contrôler les puissants, naturellement ceux-ci abusent de leur possibilité. Le mécanisme étant renforcé dans les pays démocratique tout simplement parce dans des régimes autocratiques les pauvres sont facilement opprimés, alors que cela ne semble pas faisable dans des démocraties. De la sorte, la seule possibilité pour les riches de maximiser davantage leur richesse est de faire usage de la corruption. On serait en présence d'un cercle vicieux.

En se servant d'un échantillon de PED et d'un panel, Negin et *al.* [2010] trouvent une causalité bidirectionnelle au sens de Granger entre la pauvreté et la corruption. La pauvreté étant mesurée par l'indice de pauvreté humaine.

2.2 Education

Dans son modèle, Seika [2005] soutient l'hypothèse selon laquelle une fois le diplôme décroché, l'étudiant, même le meilleur, cherche à tout prix à accéder au monde professionnel, excluant par exemple le monde de la recherche ou les études postuniversitaire, surtout dans les pays africains, à cause de la corruption.

Seika valide empiriquement l'effet dissuasif de la corruption. Mo [2001] estime aussi que le nombre moyen d'années d'études est significativement plus faible dans les pays les plus corrompus. Dreher et Herzfeld [2005] trouvent que l'impact de la corruption sur le taux d'inscription est négatif : une augmentation d'un point de l'indice de corruption réduit le taux d'inscription de l'ordre de 5%. Mokaddem [2010] va aussi dans le même sens : la corruption encourage la démotivation scolaire.

3. AUTRES CONSEQUENCES

Avant d'en dire davantage, précisons que cette section aborde les éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les sections précédentes.

A propos de l'élément institutionnel phare selon le niveau de revenu d'un pays, Aixelá et Gema [2008] concluent que pour les pays riches, la primauté du droit est fondamentale, alors que pour les pays pauvres, c'est avant tout le contrôle de la corruption.

Dzhumashev [2009] prouve que la corruption affecte négativement la croissance via les externalités productives, le climat d'affaires et les anticipations. De Rosa et *al.* [2010] estiment que la productivité des entreprises est affectée négativement par la corruption, dans le cadre d'une analyse portant sur les pays de l'ancien Union soviétique et de l'Europe de l'Est et Central. Les effets seraient cependant différents selon l'environnement institutionnel.

Dreher et Schneider [2010] testent leur l'hypothèse selon laquelle la corruption et l'économie souterraine sont des substituts dans les pays à revenu élevé alors qu'ils sont complémentaires dans les pays à faible revenu. L'économie souterraine réduit la corruption dans les pays à revenu élevé, mais la corruption l'augmente dans les pays à faible revenu. Aussi, constatent-ils que la réglementation plus stricte tend à augmenter à la fois la corruption et l'économie souterraine. L'effet serait donc réciproque. Dreher, Kotsogiannis et McCorriston [2009], de leur côté, estiment qu'une amélioration de la qualité institutionnelle réduit l'économie souterraine directement et la corruption directement et indirectement (par son effet sur le marché souterrain). Friedman et *al.* [2000] ont simplement trouvé que la corruption conduit à des activités non officielles.

Les canaux de transmissions indirects, notamment la stabilité politique, analysés par Pellegrini et Gerlagh [2004], s'avèrent être significatifs dans l'explication des effets nuisibles de la corruption sur le taux de croissance de l'économie.

En parlant d'ouverture et de commerce, Abe et Wilson [2008] constatent, à partir d'un modèle d'équilibre général calculable, un gain potentiel énorme du commerce et du bien-être pour les membres de l'Asie-Pacifique dans le cadre d'une coopération économique, avec en toile de fond une amélioration de la transparence mais aussi la réduction de la corruption. En effet, leurs résultats suggèrent que le commerce dans la région devrait augmenter de 11 pour cent et le bien-être général augmenterait de 406 milliards de dollars si on renforce la transparence dans la région. Les pays comme le Vietnam, la Thaïlande, la Russie et les Philippines pourraient voir augmenter d'environ 20% de leur PIB. Les avantages pour la Malaisie et la Chine ne sont pas non plus insignifiants.

Beck et *al.* [1991] ont constaté que la corruption impactait significativement la compétitivité d'exportation états-unienne. En revanche, l'effet négatif était faible. Alesina et Weder [2002] ne constatent pas que les gouvernements les moins corrompus reçoivent plus d'aide au développement. Au contraire, les gouvernements les plus corrompus bénéficieraient de la générosité des donateurs. Dreher et Herzfeld [2005] rapportent que l'aide augmente avec la corruption.

Azfar et Gurgur [2004], et Azfar [2005] constatent que la corruption augmente les crimes (vol, homicides et même le trafic humain). Il faut bien reconnaître l'imperfection des données. Soares [2005] trouve plutôt que le taux de signalement est lié à la corruption : plus le niveau de la corruption augmente, la probabilité de signaler un crime baisse. Elle affecterait, par ailleurs, de manière négative l'espérance de vie : une hausse d'un point de l'indice de la corruption réduirait l'espérance de vie de 2½ l'an [Dreher et Herzfeld, 2005].

L'environnement ne serait guère épargné par la corruption. Smith et *al.* [2003] estiment que celle-ci affecterait la biodiversité. Des pays fortement corrompus ont du mal à mener à bon train les projets de conservation de la nature. Ainsi, par exemple, on y trouve une diminution des rhinocéros noirs ou des éléphants. Welsch [2004] trouve que la corruption augmenterait la pollution. Pour Barbier [2010], la corruption affecte davantage la capacité des pays africains à réinvestir les bénéfices tirés des ressources dans d'autres actifs. Il met également en évidence l'effet défavorable de la corruption sur le taux d'épargne net ajusté.

Lavallée [2006], sur un échantillon africain, invalide la thèse fonctionnaliste : la corruption réduit la confiance institutionnelle. L'effet est d'autant plus fort que la qualité des services gouvernementaux ressentie est bonne. L'auteur reste très prudent, cependant. En sus, la corruption n'apparaît pas comme un déterminant de la confiance institutionnelle en Tanzanie, Sénégal, Namibie, Malawi et Mozambique, ajoute Lavallée. Du reste, la corruption a un effet nettement négatif sur la gouvernance dans les pays émergents [Everhart et *al.*, 2009].

CONCLUSION

Si la tendance générale des études empiriques démontrent la nocivité de la corruption, il paraît évident que l'étude de la causalité et la robustesse des résultats doivent préoccuper encore des prochaines recherches pour que la fixation soit nette. La critique intéressante de Sindzingre et Milelli [2010] va étroitement de concert. En effet, les problèmes de causalité inversée, d'omission des variables ou les erreurs liées aux proxys de corruption sont autant de problèmes susceptibles de nuire à la qualité des estimateurs, mais surtout aux conclusions auxquelles aboutissent certaines études de l'économie de la corruption. C'est ainsi par exemple que Seldadyo et de Haan [2006] ont trouvé que sur 40 variables reconnues comme étant des déterminants explicatifs, moins de la moitié seulement sont robustes quand on recourt à l'*Extreme Bounds Analysis*.

Certes, économétriquement, il est possible de tenir compte de ces aléas, en recourant notamment aux variables instrumentales, mais encore faut-il trouver des instruments efficaces. Aidt [2009] reconnaît que ce n'est pas une tâche facile. De ce fait, plusieurs études restent fragiles à cause, notamment de ces différents problèmes. Et les travaux récents de Campos et *al.* [2010] sont fort intéressants pour éclairer la lanterne. Ceux-ci se posent la question si le fait que plusieurs études mettent en évidence l'effet négatif de la corruption seraient liées à un biais de publication, aux effets fixes, aux affiliations des auteurs, aux proxy de la corruption, à la sensibilité des estimations, aux régions, etc. Utilisant la technique de méta-analyse et méta-régression et en regardant minutieusement 460 estimations dans 41 études empiriques, ils estiment que l'on ne peut pas fournir assez d'arguments persuasifs pour soutenir l'hypothèse de la corruption comme l'huile dans les rouages de la croissance et du développement. L'effet négatif de la corruption est bien réel. Ce que confirme notamment Ugur et Dasgupta [2011] dans une même logique, presque.

Par ailleurs, jusque là, les effets seuils n'ont pas été réellement introduits dans la relation empirique entre la corruption et d'autres variables. Si Aidt [2009] suggère de ne pas négliger l'effet positif très marginal de la corruption, l'explication des effets marginaux pourrait bien venir aussi des effets seuils, et pourquoi pas avec des équilibres multiples. Cette voie reste peu explorée jusque là. Dans la même logique, étant donné la dépendance à la trajectoire de chaque pays, des études de cas s'avèrent très utiles pour comprendre davantage la corruption.

BIBLIOGRAPHIE

- Abe K. et Wilson, S. (2008), Governance, Corruption, and Trade in the Asia Pacific Region, *World Bank Policy Research Working Paper* 4731
- Ahlin C. et Pang, J. (2008), Are Financial Development and Corruption Control Substitutes in Promoting Growth?, *Journal of Development Economics*, 86(2), 414-433.
- Aidt, T. (2009), Corruption, Institutions, and Economic Development, *Oxford Review of Economic Policy*, 25(2), 271-291.
- Aidt, T. (2003), Economic analysis of corruption: a Survey, *Economic Journal* 113, F632-F652.
- Aidt, T., Dutta, J. et Sena, V. (2008), Governance Regimes, Corruption and Growth: Theory and Evidence, *Journal of Comparative Economics* 36, 195-220.
- Aixalá, J. et Fabro, G. (2008), Does the Impact of Institutional Quality on Economic Growth depend on Initial Income Level?, *Economic Affairs*, 28(3), 45-49.
- Akai, N., Horiuchi, Y., et Sakata, M. (2005), *Short-run and Long-Run Effects of Corruption on Economic Growth: Evidence from State level Cross-Section data for the United States*, Osaka: Osaka International University Press.
- Akçay, S. (2006), Corruption and Human Development, *Cato Journal*, 26(1), 29-46.

- Alesina, A. et Weder, B. (1999), Do Corrupt Governments Receive Less Foreign Aid?, *NBER Working Paper* 7108, Cambridge MA.
- Anoruo, E. et Braha, H. (2005), Corruption and Economic Growth: the African Experience, *Journal of Sustainable Development in Africa*, 7(1), 43-55.
- Aysan, F., Nabli, K. et Veganzones-Varoudakis, A. (2007), Governance institutions and private investment: An application to the MENA, *Developing Economies*, 45(3), 339-377.
- Azfar, O. (2005), Corruption et criminalité, In Transparency International, *Rapport mondial sur la corruption*, Economica, Paris, 358-361.
- Azfar, O. et Gurgur, T. (2004), Crime, Crime reporting and Governance, mimeo, IRIS University of Maryland, College Park.
- Baliamoune-Lutz, M. et Ndikumana, L. (2007), Corruption and Growth in African countries: Exploring the Investment Channel, African Economic Conference 2007, United Nations ECA Working Papers.
- Barbier, B. (2010), Corruption and the Political Economy of Resource-Based Development: A Comparison of Asia and Sub-Saharan Africa, *Environmental & Resource Economics*, 46(4), 511-537.
- Bardhan, P. (1997), Corruption and Development: A Review of Issues, *Journal of Economic Literature* 35(3), 1320-1346.
- Beck, J., Maher, W. et Tschöegl, E. (1991), The Impact of the Foreign Corrupt Practices Act on US Exports, *Managerial and Decision Economics*, 12, 295-303.
- Blackburn, K., Neanidis Kyriakos, C. et Haque, E. (2008), Corruption, Seigniorage and Growth: Theory and Evidence, *CESinfo Working Paper* No 2354.
- Broadman, G. et Recanatini, F. (2000), Seed of Corruption: Do Market Institutions Matter?, *The World Bank Policy Research Working Paper* No. 2368.
- Brown, S., Touchton, M. et Whitford, B., (2006), Political Polarization as a Constraint on Government: Evidence from Corruption, *Working paper*.
- Brunetti, A., Kisunko, G. et Weder, B. (1998), Credibility of Rules and Economic Growth: Evidence from a World Wide Private Sector Survey, *The World Bank Economic Review*, 12(3), 353-384.
- Campos, J. E., Lien, D. et Pradhan, S. (1999), The Impact of Corruption on Investment: Predictability Matters, *World Development*, 27(6), 1059-1067.
- Campos, N., Dimova, R. et Saleh, A. (2010), Whither Corruption? A Quantitative Survey of the Literature on Corruption and Growth, *IZA Discussion Paper* No. 5334.
- Cartier-Bresson, J. (1992), Éléments d'analyse pour une économie de la corruption, *Tiers-Monde*, 33(131), 581-609.
- de la Croix D. et Delavallade C. (2007), Corruption et allocation optimale de l'investissement public, *Revue économique*, 58(3), 637-647.
- De Rosa, D., Goo-roochurn, N. et Görg, H. (2010), Corruption and Productivity. Firm-level Evidence from the BEEPS Survey, *Policy Research Working Paper* 5348.
- Delavallade, C. (2006), Corruption and Distribution of public spending in Developing Countries, *Journal of Economics and Finance*, 30(2), 222-239.
- Dincer, C., et Gunalp, B. (2008), Corruption, Income Inequality, and Poverty in the United States, *Working Papers* No. 54, Fondazione Eni Enrico Mattei.
- Dreher A. et Herzfeld, T. (2005), The Economic Costs of Corruption : A Survey and New Evidence, Mimeo.
- Dreher, A. et Schneider, F. (2010), Corruption and the Shadow Economy: an Empirical Analysis, *Public Choice*, 144(1), 215-238.
- Dzhumashev, R. (2009), Is there a direct Effect of Corruption on Growth?, *MPRA Paper* No. 18489
- Everhart, S., Martinez-Vazquez, J. et McNab, M. (2009), Corruption, Governance, Investment and Growth in Emerging Markets, *Applied Economics*, 41(13), 1579-1594.
- Friedman, E., Johnson, S., Kaufmann, D. et Zoido-Lobaton, P. (2000), Dodging the Grabbing Hand: The Determinants of Unofficial Activity in 69 Countries, *Journal of Public Economics*, 76, 459-493.

- Ghura, D. (1998), Tax Revenue in Sub-Saharan Africa - Effects of Economic Policies and Corruption, *IMF Working Papers* n°98/135.
- Goudie A. W. et Stasavage D. (1998), A Framework for the Analysis of Corruption, *Crime, Law and Social Change*, 29(2-3), 113-159.
- Graeff, P. et Mehlkop, G. (2003), The Impacts of Economic Freedom on Corruption: Different Patterns for Rich and Poor Countries, *European Journal of Political Economy* 19, 605-620.
- Guetat, I. (2006) The Effects of Corruption on Growth Performance of the MENA Countries, *Journal of Economics & Finance*, 30(2), 208-221.
- Gupta, S., Davoodi, H. et Alonso-Terme, R. (2002), Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?, *Economics of Governance*, 3, 23-45.
- Gupta, S., de Mello, L. et Sharan, R. (2001), Corruption and Military Spending, *European Journal of Political Economy*, 17(4), 749-777.
- Gyimah-Brempong, K. (2002) Corruption, Economic Growth and Income Inequality in Africa, *Economics of Governance*, 3, 183-209.
- Gyimah-Brempong, K., De Camacho et Samaria, M. (2006), Corruption, Growth, and Income Distribution: Are there Regional Differences?, *Economics of Governance*, 7(3), 245-269.
- Habib, M. et Zurawicki, L. (2001), Country-Level Investments and the Effect of Corruption: Some Empirical Evidence, *International Business Review*, 10(6).
- Habib, M. et Zurawicki, L. (2002), Corruption and Foreign Direct Investment, *Journal of International Business Studies*, 33 (2).
- Habib, M. et Zurawicki, L. (2005), Effet de la corruption sur le commerce et les IDE, In Transparency International, *Rapport mondial sur la corruption*, Economica, Paris, 380-382.
- Haque, M. et Kneller, R. (2008), Public Investment and Growth: The Role of Corruption, Centre for Growth & Business Cycle Research Discussion Paper Series No 098.
- Hors, I. (2000), Les difficultés de la lutte contre la corruption : l'expérience de quatre pays en développement, *Tiers-Monde*, 41(161), 143-163
- Houston, H. (2007), Can Corruption Ever Improve An Economy?, *Cato Journal*, 27(3), 325-342.
- Jacquemet, N. (2006), Microéconomie de la corruption, *Revue Française d'Economie* XX, 4, 118-159.
- Jain A. K. (2001), Corruption: a review, *Journal of Economic Surveys*, 15(1), 71-121.
- Lambsdorff, J. G. (2000), De la propension des exportateurs à verser des pots-de-vin – l'impact sur les échanges, *Tiers Monde*, 41(161), 89-116.
- Lambsdorff, J.G. (2006), Consequences and Causes of Corruption: What do We Know from a Cross-Section of Countries?, In Rose-Ackermann (ed), *International Handbook on The Economics of Corruption*, Edward-Elgar, Cheltenham, UK, Northampton, MA, USA, 3-51.
- Leff, N. (1964), Economic Development through Bureaucratic Corruption, *American Behavioral Scientist*, 8(3), 8-14.
- Levy, D. (2007), Price Adjustment under the Table: Evidence on Efficiency-enhancing Corruption, *European Journal of Political Economy*, 23(2), 423-447.
- Li, H., Xu, C. et Zou, H.-F. (2000), Corruption, Income Distribution, and Growth, *Economics and Politics*, 12(2), 155-182.
- Mauro, P. (1995), Corruption and Growth, *Quarterly Journal of Economics* 110(3), 681-712.
- Mauro, P. (1997), The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure: A Cross-Country Analysis, in Elliot, *Corruption and the Global Economy*, (Washington D.C.: Institute for International Economics), 83-107.
- Mauro, P. (1998), Corruption and the Composition of Government Expenditure, *Journal of Public Economics* 69(2), 263-279.
- Méndez, F. et Sepúlveda, F. (2006) Corruption, Growth and Political Regimes: Cross-country evidence, *European Journal of Political Economy*, 22(1), 82-98.
- Méon, P. -G. et Weill, L. (2010), Is Corruption an Efficient Grease?, *World Development* 38(3), 244-259.

- Méon, P.-G. et Sekkat, K., (2005), Does Corruption Grease or Sand the Wheels of Growth?, *Public Choice*, 122(1-2), 69-97.
- Mo, H. (2001), Corruption and Economic Growth, *Journal of Comparative Economics*, 29, 66-79.
- Mokaddem, L. (2010), La corruption compromet la réalisation de l'éducation pour tous? : les canaux de transmission, Présenté au Séminaire européen, Study Visit 11 mars 2010.
- Negin, V., Abd Rashid, Z. et Nikopour, H. (2010), The Causal Relationship between Corruption and Poverty: A Panel Data Analysis, *MPRA Paper* No 24871.
- Pellegrini, L. et Gerlagh, R. (2004), Corruption's Effect on Growth and its Transmission Channels, *Kylos*, 57, 429-456.
- Rose-Ackerman, S., (1975), The Economics of Corruption, *Journal of Public Economics*, 4(2), 187-203
- Sachs, J. et Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, *Brookings Papers on Economic Activity*, 25(1), 1-118.
- Sandholtz, W. et Gray, M. (2003), International Integration and National Corruption, *International Organization*, 57(4), 761-800
- Sarkar, H. et Aynul Hasan, M. (2001), Impact of Corruption on the Efficiency of Investment: Evidence from a Cross-Country Analysis, *Asia-Pacific Development Journal*, 8(2), 111-116.
- Seldadyo, H. et de Haan, J. (2006), The Determinants of Corruption: A Reinvestigation, Paper Prepared for the 2006 EPCS Conference, Turku, Finland, 20-23 April 2006.
- Serra D. (2006). Empirical Determinants of Corruption: A Sensitivity Analysis, *Public Choice*, 126 (1-2), 225-256.
- Shabbir, G. et Anwar, M. (2007) Determinants of Corruption in Developing Countries, *Pakistan Development Review*, 46(4), Part II, 751-764.
- Sindzingre, A. et Milelli, C. (2010), The Uncertain Relationship between Corruption and Growth in Developing Countries: Threshold Effects and State Effectiveness, *Economic Working Paper* 2010-10.
- Smith, J., Muir, J., Walpole, J., Balmford, A. et Leader-Williams, N. (2003), Governance and the Loss of Biodiversity, *Nature*, 426, 67-70.
- Soares, R. (2005), Evaluation de la corruption : validation des enquêtes subjectives sur les perceptions, In Transparency International, *Rapport mondial sur la corruption*, Economica, Paris, 362-364.
- Svensson, J., (2005), Eight Questions about Corruption, *Journal of Economic Perspectives*, 19(3), 19-42.
- Tanzi, V. (1998), Corruption Around the World. Causes, Consequences, Scope, and Cures, *IMF Staff Papers* 45(4), 559-594.
- Tanzi, V. et Davoodi, H. (1997), Corruption, Public Investment, and Growth, *IMF Working Paper*, 97/139.
- Ugur, M. et Dasgupta, N., (2011), Corruption and Economic Growth: A Meta-analysis of the Evidence on Low-Income Countries and Beyond, *MPRA Paper* No. 31226.
- us Swaleheen, M. et Stansel, D. (2007), Economic Freedom, Corruption, And Growth, *Cato Journal*, 27(3), 343-358.
- van Rijckeghem, C. et Weder, B. (2001), Corruption and the Rate of Temptation: Do Wages in the Civil Service affect Corruption, and by How Much?, *Journal of Development Economics*, 65(2), 307-331.
- Vial, V. et Hanoteau, J. (2010), Corruption, Manufacturing Plant Growth, and the Asian Paradox: Indonesian Evidence, *World Development*, 38(5), 693-705.
- Wei, S.-J. (2000), Natural Openness and Good Government, *World Bank Policy Research Working Paper* No. 2411.
- Wei, S.-J. (2000a), How Taxing is Corruption on International Investors, *Review of Economics and Statistics*, 82(1), 1-11.
- Wei, S.-J. (2000b), Corruption, Composition of Capital Flows, and Currency Crises, *World Bank Working Paper* No. 2429.
- Wei, S.-J. et Wu, Y. (2001), Negative Alchemy? Corruption, Composition of Capital Flows, and Currency Crises, *NBER Working Paper* No 8187.
- Welsch, H. (2004), Corruption, Growth and the Environment: A Cross-Country Analysis, *Environment and Development Economics*, 9, 663-693.

You, J.-S. et Khagram, S. (2005), Inequality and Corruption, *American Sociological Review*, 70(1), 136-157.